



RAPPORT DE GESTION 2013



Autorités, direction et personnel.....	2
Rapport annuel 2013 : le message du Conseil d'administration	3-4
Rapport de gestion 2013.....	5-6
Compte de Profits et Pertes 2013.....	7-8
Récapitulation.....	9
Bilan au 31 décembre 2013	10
Rapport de l'organe de révision	11
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages	12
Capital assuré, primes et dommages	13
Dommages dus au feu	14
Grands dommages causés par le feu	14
Statistiques des sinistres dus au feu	15
Dommages dus aux éléments de la nature	16
Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature.....	17
Prévention et lutte contre les dommages	18
Services de défense contre l'incendie et de secours (SIS)	19
Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie.....	20
Contributions des assureurs privés	21
Tableau récapitulatif général	22
Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16	23-24

Établissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

2350 Saignelégier, rue de la Gare 14, case postale 371
Tél. 032 952 18 40, fax 032 951 23 73
info@eca-jura.ch, www.eca-jura.ch

E C A • j U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



Conseil d'administration

Président :

M. le Ministre Charles Juillard,
Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police

Vice-président :

Jean-Marie Beuchat, électricien dip. féd., Courroux

Membres :

Jean-François Kohler, notaire, Courgenay, **Anne Roy**, paysanne, Porrentruy,
Claude Schlüchter, technicien, Delémont

Commission financière

Jean-François Kohler (Président), **Jean-Marie Beuchat**,
François-Xavier Boillat, **Gérard Queloz**

Organe de contrôle

Fiduciaire :

Fiduconsult Jura SA, Saignelégier

Vérificateurs :

Michel Bouele, Delémont, **Benoît Bouverat**, Saignelégier

Vérificateurs suppléants :

Thierry Paratte, Les Breuleux, **Philippe Tardy**, Porrentruy

Direction

Directeur :

François-Xavier Boillat, Saignelégier

Prévention et lutte contre les dommages

Monique Paupe, experte en protection incendie et dangers naturels, cheffe de division,
Marc Braillard, secrétaire responsable, **Daïana Hirschi**, secrétaire, **Jean Kittel**, expert en protection incendie,
Eric Schaller, expert en protection incendie, **Charles Sester**, inspecteur cantonal des SIS

Estimations et sinistres

Experts :

Marco Vermeille, chef de division, **Nicolas Greppin**

Assurance :

Florence Donzé

Secrétariat :

Sylvie Gehriger, **Noémie Hulmann** (→ 31.03.2013), **Audrey Lesquereux** (du 01.04.2013 au 31.07.2013),
Patricia Panizza

Comptabilité et ressources humaines

Gérard Queloz, vice-directeur et chef de division, **Nadia Guichard**, **Céline Liechti**

Apprenti(e)s :

Thomas Affolter (dès le 01.08.2013), **Audrey Boillat**, **Amélie Donzé**, **Léa Faivet** (→ 31.07.2013)

Estimateurs

District de Delémont :

Jean-Louis Borer, Saulcy, **Bertrand Bron**, Delémont, **Régis Girardin**, Courgenay (dès le 01.01.2013),
Ramon Jaquet, Delémont, **Rudolf Schlumpf**, Courrendlin

District de Porrentruy :

Bernard Corbat, Vendlincourt (dès le 01.01.2013), **Pascal Henzelin**, Porrentruy,
Juanito Iglesias, Alle (dès le 01.04.2013), **Aurelio Iovine**, Grandfontaine,
Frédéric Ramseyer, Courtedoux (→ 31.03.2013), **Vincent Siegenthaler**, Porrentruy

District des Franches-Montagnes :

Nicolas Gogniat, Lajoux, **Olivier Gogniat**, Saignelégier

Expert installations thermiques

Georges Queloz, Courrendlin

Expert installations techniques

Gabriel Bilat, Les Bois



2013 : LA MEILLEURE ANNÉE DE L'ECA JURA !

Après les dommages causés par le vent en 2011 et de très coûteux dommages dus au feu en 2012, l'année 2013 a réservé une heureuse surprise. Il s'agit ni plus ni moins du meilleur millésime enregistré depuis la création de l'ECA JURA en 1979. Le coût total des sinistres causés par le feu atteint un peu plus d'un million de francs en 2013, alors qu'en moyenne annuelle la charge est plus de quatre fois supérieure. Le nombre de dossiers traités est également éloquent avec moins de 180 cas, soit plus de deux fois moins qu'une année normale. Si le facteur chance n'est pas anodin, les importants efforts réalisés par l'ECA JURA depuis de nombreuses années commencent certainement aussi à porter leurs fruits. Ces efforts financiers ont été consentis au niveau de l'équipement des sapeurs-pompiers avec notamment des actions conséquentes de subventionnement.

À l'instar des dommages dus au feu, les sinistres causés par les éléments de la nature ont également été peu nombreux, ces derniers ne coûtant que 350'000 francs pour 128 dossiers recensés. Une fois n'est pas coutume, le Jura a donc été épargné par la grêle, le vent ou les inondations alors que d'autres régions de Suisse ont subi de plein fouet les effets dévastateurs de la grêle par exemple.

Cette année record va de pair avec une année boursière 2013 favorable. La performance de nos titres et placement de capitaux se situe à 5.55 %. Ce résultat remarquable, bien qu'un peu inférieur à celui de l'exercice 2012, donne encore davantage de relief à notre compte d'exploitation, nous permettant ainsi d'alimenter nos différentes réserves de plusieurs millions de francs.

Le résultat global consolidé permet au Conseil d'administration d'attribuer 2'000'000 de francs à la provision pour différence de cours sur titres, 2'000'000 de francs à la réserve pour dommages dus aux éléments, 715'000 francs aux provisions spéciales, 1'900'000 francs à la provision pour rabais sur primes, 1'500'000 francs à la réserve prévention et lutte contre les dommages, 1'250'000 francs à la réserve ordinaire, 100'000 francs au fonds d'entretien des immeubles.

Grâce à ces excellents résultats, le Conseil d'administration a décidé d'octroyer un rabais de 20 % sur les primes de base en 2014, représentant ainsi une économie de l'ordre de 1'900'000 francs pour l'ensemble des assurés.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2013, le Conseil d'administration a tenu cinq séances au cours desquelles il s'est penché sur les dossiers relevant de sa compétence en prenant notamment des décisions d'ordre stratégique pour la bonne marche de l'établissement. D'importants subsides aux corps de sapeurs-pompiers jurassiens et aux deux Centres de Renfort de Delémont et Porrentruy ont été alloués, tout comme des subventions aux communes jurassiennes dans le cadre de construction ou d'assainissement d'installations de réseaux d'eau potable.

Lors de la séance du 6 février, le Conseil d'administration a avalisé une demande de subvention pour le remplacement de conduites et hydrants dans la commune de La Chaux-des-Breuleux ainsi que pour le remplacement de conduites pour la traversée du village de Boécourt.

Dans sa séance du 25 avril, il a répondu à une consultation de l'Association des établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie (AEAI) relative à la modification de ses statuts et a octroyé une subvention à la commune de Basse-Allaine pour le remplacement de conduites d'eau dans le village de Courtemaîche. Les demandes des Centres de Renfort de Delémont et Porrentruy relatives au remplacement des systèmes de mobilisation ont également été approuvées, au même titre que la subvention pour le remplacement d'un véhicule de transport pour le SIS Franches-Montagnes Est et l'acquisition d'un véhicule de 1^{re} intervention pour le SIS La Courtine. Un subside forfaitaire a aussi été avalisé en faveur du Centre de Renfort de Tramelan.

C'est au cours de la séance du 12 juin que le CA a accepté, en 2^e lecture, le projet de nouvelle loi sur l'ECA Jura.

Des promesses de subventions pour le remplacement de conduites d'eau potable à Courtemaîche et Asuel ainsi que pour une alimentation de secours à Delémont ont été acceptées. Dans le cadre d'acquisition de nouveaux véhicules de 1^{re} intervention, les demandes de subventions des SIS de Haute-Ajoie et Haute-Ajoie Centre ont également été approuvées. Quant au Centre de Renfort de Delémont, une garantie de subside a été décidée pour la construction d'un second hangar.

Le 10 octobre, le Conseil d'administration a octroyé des subventions aux communes de Courtételle pour le remplacement d'une conduite d'eau avec hydrant et de Delémont, pour la construction d'une conduite de transport. Le SIS La Baroche pourra également bénéficier d'un subside à hauteur de 70 % pour l'achat d'un véhicule de 1^{re} intervention.

Lors de la dernière séance du 6 décembre, il a approuvé le nouveau règlement sur le personnel de l'ECA JURA, adopté le budget de 2014 de l'ECA JURA et du « Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16 », arrêté les conditions d'assurance pour l'année 2014 et décidé de réaliser un audit relatif au portefeuille de l'ECA JURA.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

La commission financière, créée en 2005, a tenu quatre séances en 2013 sous la présidence de M^e Jean-François Kohler. Cette dernière, composée d'un second administrateur, du directeur et du gestionnaire comptable, s'est notamment entretenue avec les représentants des différentes banques afin d'analyser l'évolution des mandats et de se tenir au courant de la situation économique et bancaire. Ainsi, elle a été en mesure d'informer le Conseil d'administration de manière ponctuelle et précise dans le domaine des placements ou dans celui des finances de l'ECA JURA. La commission a également piloté deux études dont les conclusions attendues pour le printemps 2014 serviront à définir une nouvelle stratégie de placement pour une période de cinq ans.

RÉSULTATS 2013

Le résultat consolidé des trois secteurs « assurance », « prévention et lutte contre les dommages » et « finances » boucle très favorablement avec un bénéfice brut de plus de 10 millions de francs. Il s'agit tout simplement du meilleur résultat enregistré par l'ECA JURA depuis l'entrée en souveraineté.

Le secteur « assurance » présente un bénéfice de 6'498'000 francs dû essentiellement aux faibles dommages causés par le feu qui sont à peine supérieurs à un million de francs. Le domaine « prévention et lutte contre les dommages » boucle avec un bénéfice net de 280'000 francs après les opérations de prélèvement sur les fonds ou réserves et les attributions provenant du résultat du secteur « finances ». Ce secteur doit impérativement s'autofinancer, faute de quoi le taux de prime qui lui est affecté, actuellement fixé à 0,19 %, devrait être augmenté afin d'en équilibrer les résultats. Quant au domaine des activités financières, il boucle avec un excédent de produit de 4'507'000 francs.

Après différentes écritures au bilan, dont principalement une attribution de 2'000'000 de francs à la « Provision pour différence de cours sur titres », 2'000'000 de francs à la « Réserve pour dommages dus aux éléments », 1'900'000 francs à la provision pour rabais sur primes, 1'500'000 francs à la réserve pour prévention et lutte contre les dommages, 715'000 francs aux provisions spéciales, 100'000 francs au fonds d'entretien des immeubles et 1'250'000 francs à la réserve légale, le résultat consolidé des comptes 2013 de l'ECA JURA présente un bénéfice net de 143'469.08 francs.

CONCLUSION ET REMERCIEMENTS

Après 35 ans d'activité, l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention se porte bien et est à-même de faire face à ses obligations, même en cas d'importante sinistralité, grâce notamment à ses réserves suffisantes et à une gestion saine et efficace dont les retombées bénéficient directement aux assurés de l'établissement.

Le Conseil d'administration tient à exprimer sa gratitude à la direction et aux collaboratrices et collaborateurs de l'ECA JURA pour leur engagement et leur travail au service des assurés. Les remerciements s'adressent également aux nombreux spécialistes externes - estimateurs, experts - qui collaborent étroitement avec l'ECA JURA dans le cadre des activités liées aux domaines de l'assurance ou de la prévention des incendies et des dangers naturels.

Comme à l'accoutumée, nous associons aux remerciements du Conseil d'administration les maîtres ramoneurs et leur personnel, le service de la protection de la population et de la sécurité, la police cantonale et son service d'identification judiciaire, dont l'étroite collaboration avec l'ECA garantit une sécurité accrue pour les bâtiments, mais surtout pour leurs occupants. Les communes jurassiennes et de nombreux services de l'Etat figurent également parmi nos partenaires appréciés de longue date. Grâce à leur efficace et fidèle collaboration, nous sommes en mesure de remplir notre mission de manière efficace, tout particulièrement dans le domaine de la fixation et du contrôle des mesures de prévention et de lutte contre l'incendie et les dommages naturels.

Les inspecteurs, experts, instructeurs, commandants ainsi que l'ensemble des sapeurs-pompiers jurassiens, dont l'engagement sans faille mérite toute notre reconnaissance, se mettent à chaque instant à disposition de la collectivité jurassienne pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Qu'ils en soient sincèrement remerciés, au même titre que les Centres de Renfort des communes de Tramelan et La Chaux-de-Fonds avec lesquels nous entretenons des contacts privilégiés.

Les assurés jurassiens peuvent voir l'avenir de leur établissement cantonal d'assurance avec optimisme grâce surtout à l'ensemble des personnes précitées et à une gestion efficace et rigoureuse.

Au nom du Conseil d'administration de l'ECA JURA

Le Président :

Charles Juillard
Ministre

Le Secrétaire :

François-Xavier Boillat
Directeur



2013: ANNÉE RECORD AVEC TRÈS PEU DE SINISTRES !

Même si c'est très rare, il est bon de souligner que parfois, en parlant de sinistres, les nouvelles peuvent être réjouissantes. C'est le cas pour les statistiques de l'année 2013 qui font ressortir une sinistralité très basse dans le canton du Jura. En effet, depuis le début de son histoire, l'ECA JURA n'a jamais connu un nombre si peu important de sinistres, que l'on parle de feux ou d'éléments de la nature. Ainsi, en 2013, seuls 178 sinistres feu ont été enregistrés pour un coût total de 1'050'000 francs et 128 dommages causés par les éléments ont été recensés pour 350'000 francs. Ces chiffres, plus que réjouissants, permettent de réaliser un exercice exceptionnel au niveau des sinistres.

Sinistres dus aux éléments de la nature

Avec donc 128 sinistres pour l'ensemble de l'année 2013, causant pour 350'000 francs de dégâts (1049 cas pour 2,2 millions de francs en 2012), les éléments de la nature se situent bien en-dessous de la moyenne et le coût par sinistre s'est articulé autour des 2'700 francs par cas.

Les causes de dommages sont les suivantes :

- Vent : 27 sinistres représentant 85'880 francs
- Grêle : 62 sinistres représentant 147'100 francs
- Hautes eaux : 11 sinistres représentant 40'110 francs
- Poids de la neige : 28 cas représentant 76'910 francs

Au vu de la faible sinistralité en 2013, la répartition entre les différentes causes est presque équilibrée hormis la grêle qui représente plus du tiers du montant total des sinistres et le 50 % des cas enregistrés. Mais il faut bien évidemment remettre ces chiffres dans leur contexte en sachant qu'ils s'inscrivent dans une année exceptionnelle de très faible sinistralité.

Sinistres dus au feu

En 2013, même les sinistres causés par le feu n'ont pas engendré de grands frais pour l'ECA JURA étant donné que le montant total enregistré affiche seulement 1'050'000 francs. Seuls 11 cas dépassent les 20'000 francs et le plus important atteint 150'000 francs. Parmi les causes de ces « grands sinistres », on relèvera notamment une auto-inflammation d'huile, un mégot de cigarette ou encore des dysfonctionnements d'origine électrique. Grâce au travail de la police, toutes les causes des sinistres d'importance ont pu être élucidées. Au vu des chiffres décrits ci-dessus, on peut aisément affirmer que les sinistres feu dans le Jura ont été très bas durant le dernier exercice et affichent des records pour notre établissement.

Indice d'assurance

Au vu de la stabilité du marché de la construction et surtout de ses prix, l'indice d'assurance de l'ECA JURA a pu être maintenu à 135 en 2013. L'indice du coût de la construction zurichois, sur lequel notre établissement se base depuis sa création, a connu un léger fléchissement en 2013 mais cette baisse n'a pas été suffisamment significative pour modifier notre indice.

Estimation des bâtiments

L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a procédé à 2963 estimations de bâtiments en 2013 (2399 en 2012) qui se répartissent comme suit :

- 1187 estimations sur demande de propriétaires, dont 412 de nouveaux bâtiments
- 1776 estimations (2012 : 1339) dans le cadre de la révision générale des bâtiments n'ayant plus été estimés depuis 2000, 2001 et 2002. Grâce à l'engagement de nos douze estimateurs sur le terrain, nous avons pu réaliser 564 estimations de plus que lors du dernier exercice. Ainsi, le tournus d'une révision systématique des bâtiments du Jura tous les 12 ans est maintenu.

Capital assuré

L'estimation des bâtiments nouvellement construits et la révision des sommes assurées des bâtiments transformés ou qui n'avaient plus été estimés depuis les années 2000 et 2001, ont provoqué une augmentation du capital assuré de 406'414'350 francs, qui a passé de 21'970'434'200 francs (y compris 793'530'000 d'assurances travaux en cours au 31 décembre 2012) à 22'376'848'550 (y compris 788'904'450 francs d'assurance travaux en cours) au 31 décembre 2013.

Bâtiments assurés

Le nombre de bâtiments assurés a passé de 35'718 au 1^{er} janvier 2013 à 36'062 au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 344 bâtiments pour l'année. Si l'on tient compte du fait que 68 bâtiments ont été radiés pour cause de démolition ou d'exclusion, vu leur état de délabrement, le nombre de nouveaux bâtiments se monte à 412, soit une légère augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Taux de primes

Pour 2013, les taux de prime de base ont été maintenus à 0.38 ‰ pour les bâtiments massifs et 0.57 ‰ pour les bâtiments non massifs (+ 0.19 ‰ pour la prévention et la lutte contre les dommages).

Résultats financiers de l'exercice 2013

Le secteur «assurance», enregistre 12'888'882.58 francs de produits, dont 54'967 francs proviennent de la dissolution de la «réserve spéciale CIRE», 117'805 francs provenant de la dissolution partielle de la «réserve pour dommages éléments en suspens». Ce secteur présente des charges de 6'390'516.77 francs avant amortissements et attributions diverses. Le secteur «assurance» dégage un bénéfice brut d'exploitation de 6'498'365.81 francs. Après différents amortissements pour le mobilier, l'informatique et les immeubles pour un montant de 269'244.60 francs, il boucle avec un excédent de dépenses de 80'395.59 francs, après attribution de 1'900'000 francs à la provision pour rabais sur primes, 1'250'000 francs à la réserve légale, 715'000 francs aux provisions spéciales, 2'000'000 de francs à la réserve pour dommages dus aux éléments de la nature et 498'830 francs à la réserve pour dommages dus au feu et l'encaissement de 54'313.20 francs d'autres produits.

Le secteur «prévention et lutte contre les dommages», avec 4'510'028.92 francs de recettes et 5'211'036.63 francs de charges, génère un déficit initial comptable de 701'007.71 francs. Afin de compenser cet excédent de charges, nous avons dissous la réserve pour subventionnement de grands projets de 167'956.15 (numérisation de réseaux d'eau, cartographie des dangers naturels, projet «hydrants»). Le solde est compensé par les autres produits pour un montant de 813'405 francs. Ce secteur devant s'autofinancer, son résultat est donc à zéro.

Le secteur «financier», avec des recettes de 7'430'674.76 francs, présente des charges de 4'922'810.09 francs, après réattribution de 2'000'000 de francs à la provision de différence de cours sur titres. Avec des attributions de 684'000 francs au domaine de la prévention, 100'000 francs au fonds d'entretien des immeubles et 1'500'000 francs à la réserve pour prévention et lutte contre les dommages, ce secteur génère finalement un bénéfice net de 223'864.67 francs

Résultat global consolidé

Le bénéfice net consolidé des trois secteurs est de 143'469.08 francs.

Fonds de réserve et provisions

Le fonds de réserve légal a été approvisionné en 2013 par le versement intégral du bénéfice 2012 de 63'181.52 francs. Au 31 décembre 2013, la «réserve légale» se monte à 46'925'511.03 francs.

La «réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages» se monte à 6'774'196.94 francs, après attribution de 1'780'353.44 francs.

La «réserve pour dommages dus aux éléments» se monte à 10'000'000 de francs au 31.12.2013 après attribution de 2'000'000 de francs.

La réserve spéciale CIRE, suite à la dissolution partielle de 54'967 francs pour paiement de prestations ou diminution de nos obligations, se monte à 361'122 francs au 31.12.2013.

La provision pour différence de cours sur titres se monte à 14'250'000 francs au 31.12.2013, en augmentation de deux millions de francs par rapport à l'année précédente.

Fonds de réserve bloqués

La réserve pour CIRE (Communauté intercantonale pour les risques éléments naturels) n'a pas varié par rapport à l'exercice précédent et se monte à 6'923'000 francs au 31.12.2013.

Pool Suisse pour la couverture des dommages sismiques

Les règles du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques stipulent que les établissements cantonaux d'assurance immobilière constituent des réserves adéquates permettant une indemnisation volontaire, à des conditions bien précises, du risque tremblement de terre. L'ECA JURA possède un fonds bloqué de 3'577'882 francs à cet effet.



ACTIVITÉ D'ASSURANCE	2013	2012
	CHF	CHF
Produits d'assurance		
Primes	12'357'260.58	11'231'584.73
Réassurance	270'000.00	152'000.00
Dissolution réserve spéciale pour CIRE	54'967.00	7'751.00
Dissolution provision pour dommages Eléments en suspens	117'805.00	18'270.00
Dissolution de la Réserve légale	-	1'623'000.00
Dissolution provision pour rabais sur primes	-	900'000.00
Recours sur dommages	88'850.00	188'890.00
PRODUITS D'ASSURANCE	12'888'882.58	14'121'495.73
Charges d'exploitation		
Dommages :		
- feu	-1'050'000.00	-5'250'000.00
- éléments	-350'000.00	-2'200'000.00
Frais de recours sur dommages	-46'689.95	-2'510.80
Réassurance	-2'407'962.00	-2'153'650.00
Participation à CIRE	-54'967.00	-7'751.00
Frais d'administration	-1'590'130.82	-1'656'256.04
Attribution au Fonds de garantie Pool Suisse	-	-96'770.00
Attribution à la réserve pour CIRE	-	-1'623'000.00
Frais d'estimation	-441'767.00	-405'951.25
Contribution au Pool Suisse	-449'000.00	-427'000.00
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-6'390'516.77	-13'822'889.09
RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENTS, VARIATIONS DE RÉSERVES ET PROVISIONS ET AUTRES PRODUITS	6'498'365.81	298'606.64
Amortissements	-269'244.60	-283'724.55
Attribution à la provision pour rabais sur primes	-1'900'000.00	-
Attribution à la réserve légale	-1'250'000.00	-
Attribution aux provisions spéciales	-715'000.00	-
Attribution à la réserve pour dommages dus aux éléments	-2'000'000.00	-
Attribution à la provision pour dommages feu en suspens	-498'830.00	-257'112.90
Autres produits	54'313.20	43'906.30
RÉSULTAT ACTIVITÉ D'ASSURANCE	-80'395.59	-198'324.51



ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	2013	2012
	CHF	CHF
Produits prévention et lutte contre les dommages		
Contribution des assurés	4'102'918.00	4'019'133.05
Assureurs privés	407'110.92	404'306.16
TOTAL PRODUITS PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	4'510'028.92	4'423'439.21
Charges d'exploitation		
Subventions pour la prévention des dommages	-229'228.30	-283'357.10
Autres charges pour la prévention des dommages	-416'328.35	-429'087.95
Contribution prévention des dommages éléments	-300'000.00	-300'000.00
Subventions pour la lutte contre les dommages	-2'498'146.43	-2'761'588.10
Autres charges pour la lutte contre les dommages	-519'342.90	-509'412.25
Frais d'administration	-1'247'990.65	-1'239'689.00
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-5'211'036.63	-5'523'134.40
RÉSULTAT AVANT VARIATION RÉSERVES ET AUTRES PRODUITS	-701'007.71	-1'099'695.19
Dissolution de la réserve subventionnement de grands projets (informatisation des plans de réseaux d'eau)	167'956.15	269'156.15
Dissolution de la réserve pour prévention et lutte contre les dommages (actions SIS)	-	302'674.04
Autres produits	813'405.00	527'865.00
Attribution à la réserve pour prévention et lutte contre les dommages	-280'353.44	-
RÉSULTAT PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	0.00	-0.00
ACTIVITÉ FINANCIÈRE	2013	2012
	CHF	CHF
Produits financiers		
Produits des titres	1'711'920.78	1'680'099.92
Produits non réalisés sur titres	5'202'608.98	4'439'966.27
Produit des immeubles	516'145.00	514'805.00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	7'430'674.76	6'634'871.19
Charges financières		
Pertes non réalisées sur titres	-2'922'810.09	-1'230'691.12
Attribution provision différence de cours sur titres	-2'000'000.00	-1'000'000.00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-4'922'810.09	-2'230'691.12
RÉSULTAT AVANT VARIATION DE RÉSERVES	2'507'864.67	4'404'180.07
Attribution à la réserve suventionnement de grands projets	-	-950'000.00
Attribution à la réserve pour dommages dus aux éléments	-	-2'000'000.00
Attribution au domaine de la prévention	-684'000.00	-
Attribution au fonds d'entretien des immeubles	-100'000.00	-500'000.00
Attribution à la réserve pour prévention et lutte contre les dommages	-1'500'000.00	-692'674.04
RÉSULTAT ACTIVITÉ FINANCIÈRE	223'864.67	261'506.03



Récapitulation

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

	2013 CHF	2012 CHF
Résultat activité d'assurance		
Total des produits	12'888'882.58	14'121'495.73
Total des charges d'exploitation	-6'390'516.77	-13'822'889.09
BÉNÉFICE ACTIVITÉ D'ASSURANCE	6'498'365.81	298'606.64
Résultat activité prévention et lutte contre les dommages		
Total des produits	4'510'028.92	4'423'439.21
Total des charges d'exploitation	-5'211'036.63	-5'523'134.40
PERTE ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	-701'007.71	-1'099'695.19
Résultat activité financière		
Total des produits financiers	7'430'674.76	6'634'871.19
Total des charges financières	-4'922'810.09	-2'230'691.12
BÉNÉFICE ACTIVITÉ FINANCIÈRE	2'507'864.67	4'404'180.07
RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENTS, VARIATIONS RÉSERVES ET PROVISIONS ET AUTRES PRODUITS	8'305'222.77	3'603'091.52
Amortissements	-269'244.60	-283'724.55
Attributions aux différentes réserves	-5'965'000.00	-2'500'000.00
Transfert au domaine prévention et lutte contre les dommages	-2'184'000.00	-692'674.04
Dissolution réserve grands projets	167'956.15	269'156.15
Dissolution réserve prévention et lutte contre les dommages	-	302'674.04
Attribution à la réserve pour prévention et lutte contre les dommages	-280'353.44	-
Attribution à la provision pour dommages feu en suspens	-498'830.00	-257'112.90
Attribution à la réserve subventionnement de grands projets	-	-950'000.00
Autres produits	867'718.20	571'771.30
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	143'469.08	63'181.52

Capital assuré et primes encaissées en 2013

District	Bâtiments	Somme assurée	Primes encaissées
Delémont	16'112	10'002'082'300.00	5'480'897.40
Franches-Montagnes	5'798	3'320'734'700.00	2'077'679.58
Porrentruy	14'152	8'265'127'100.00	4'798'683.60
Total	36'062	21'587'944'100.00	12'357'260.58
Nouveaux bâtiments en construction	329	331'582'000.00	
Bâtiments en transformation		457'322'450.00	
Total	36'391	22'376'848'550.00	12'357'260.58

	2013 CHF	2012 CHF
ACTIF		
ACTIF CIRCULANT		
Caisse	1'192.45	1'360.95
Compte de chèques postaux	664'363.62	268'576.60
Banques, comptes courants	5'915'271.41	5'176'118.40
Banque, fonds prévoyance estimateurs	4'495.35	6'407.85
Dépôts à terme	13'125'000.00	11'605'000.00
Titres et placements de capitaux	87'087'158.05	83'063'044.53
Débiteurs primes	241'903.50	214'483.60
Débiteurs divers	331'856.08	516'307.38
Union intercantonale de réassurance, quote-part sur dommages en suspens	190'000.00	350'640.00
Actifs transitoires	330'160.14	341'340.49
TOTAL ACTIF CIRCULANT	107'891'400.60	101'543'279.80
IMMOBILISATION FINANCIÈRE	3'577'882.00	3'081'387.78
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, net	3'288'652.20	3'557'896.80
TOTAL DE L'ACTIF	114'757'934.80	108'182'564.38
PASSIF		
FONDS ÉTRANGERS		
Fonds de prévoyance pour les estimateurs	4'495.35	6'407.85
Créanciers et passifs transitoires	901'829.65	791'025.57
Décomptes pour dommages en suspens, net		
- Feu	2'818'828.35	5'779'976.50
- Eléments	1'661'284.00	2'875'262.00
Fonds d'entretien des immeubles	836'715.00	771'204.80
TOTAL FONDS ETRANGERS	6'223'152.35	10'223'876.72
PROVISIONS		
Provision 25 ^e anniversaire ECA JURA	51'525.35	51'525.35
Provision pour différence de cours sur titres	14'250'000.00	12'250'000.00
Provision pour rabais sur primes	1'900'000.00	0.00
Provisions spéciales	715'000.00	0.00
Provisions pour promesses de subventions	3'830'103.40	3'316'402.20
TOTAL PROVISIONS	20'746'628.75	15'617'927.55
RÉSERVES LIÉES		
Pool Suisse pour la couverture des dommages sismiques	3'577'882.00	3'081'387.78
Fonds de garantie Pool Suisse	6'737'003.00	6'737'003.00
Réserve pour CIRE	6'923'000.00	6'923'000.00
Réserve spéciale CIRE	361'122.00	416'089.00
Réserve pour prévention et lutte contre les dommages	6'774'196.94	4'993'843.50
Réserve pour dommages dus aux éléments	10'000'000.00	8'000'000.00
Réserve légale	46'925'511.03	45'612'329.51
TOTAL RÉSERVES LIÉES	81'298'714.97	75'763'652.79
RÉSERVES LIBRES		
Réserve subventionnement de grands projets	4'845'969.65	5'013'925.80
Réserve mesures contre inondations	1'500'000.00	1'500'000.00
TOTAL RÉSERVES LIBRES	6'345'969.65	6'513'925.80
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	143'469.08	63'181.52
TOTAL DU PASSIF	114'757'934.80	108'182'564.38





Rapport de l'organe de révision
au Conseil d'administration de

**ECA JURA – Etablissement d'assurance
immobilière et de prévention du canton du Jura,
Saignelégier**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié, selon les Normes d'audit suisses, les comptes annuels de l'ECA JURA, Saignelégier, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 sur lesquels ont été établis le bilan et le compte de profits et pertes qui figurent dans le rapport de gestion de l'ECA Jura.


Dans notre rapport du 26 mars 2014, nous avons délivré une opinion d'audit sans réserve sur les comptes annuels. Selon notre appréciation, le bilan et le compte de profits et pertes présentés dans le rapport de gestion sont cohérents, à tous égards, avec les comptes annuels qui leur servent de base.

Afin d'assurer une meilleure compréhension du patrimoine et des résultats de l'ECA Jura ainsi que l'étendue de notre révision, le bilan et les compte de profits et pertes doivent être lus conjointement avec les comptes annuels qui leur servent de base et notre rapport y relatif.

Saignelégier, le 26 mars 2014

FIDUCONSULT JURA S.A.

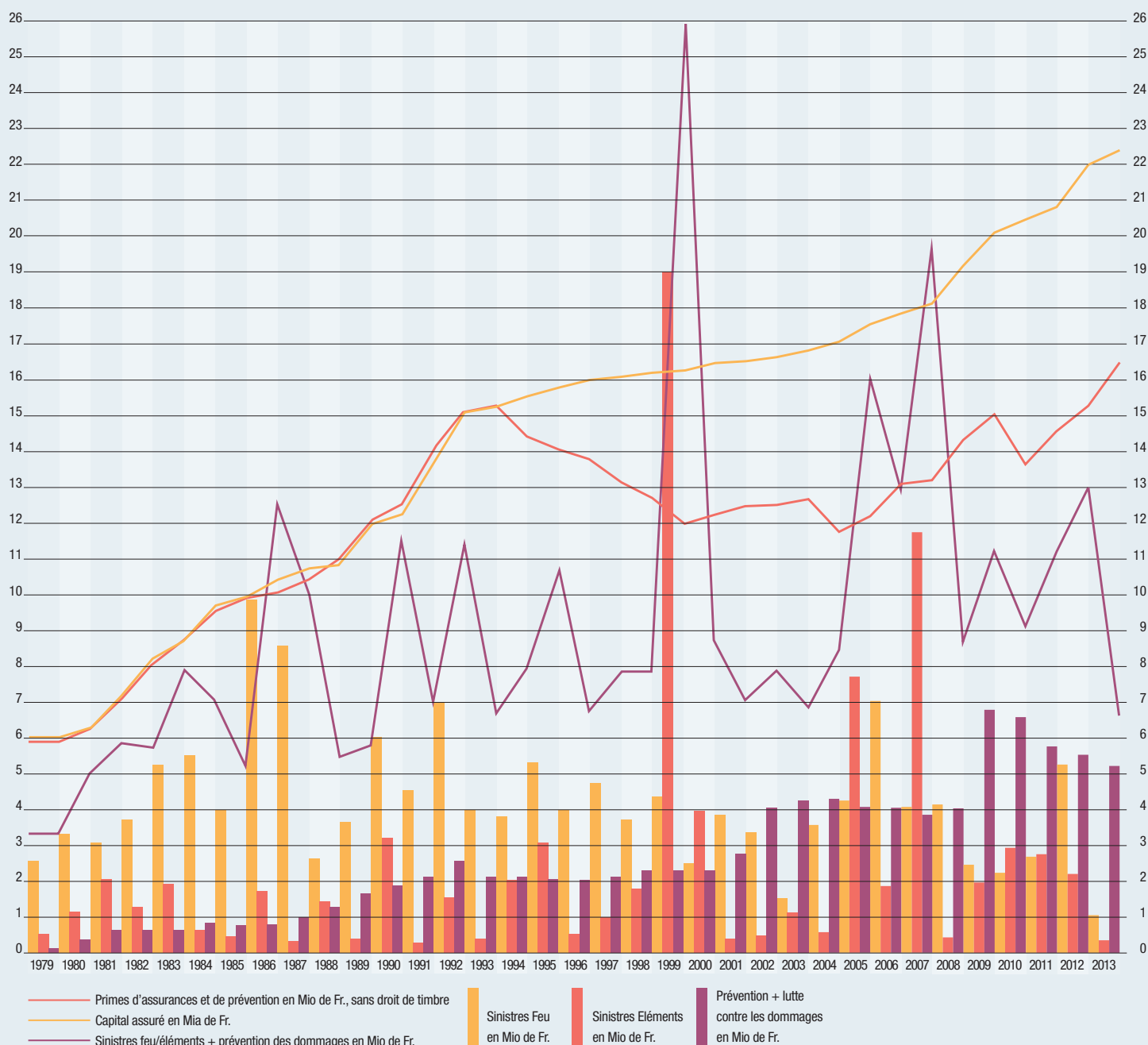

A. Amstler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)


R. Jemmely
Expert-réviseur agréé

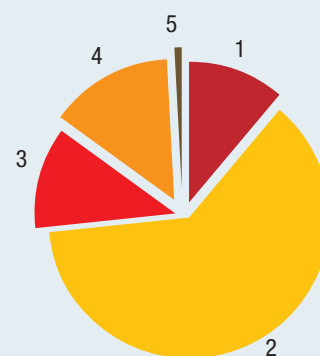
Rue de la Gruère 5 CH-2350 Saignelégier
Téléphone 032 951 27 27 Téléfax 032 951 27 42 E-mail: jura@fiduconsult.ch

Membre de la CHAMBRE FIDUCIAIRE

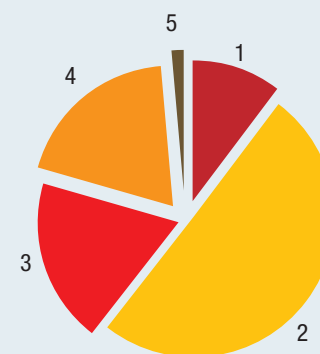
Société agréée en matière de révision ASR



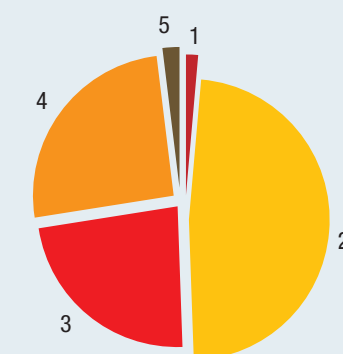
	Nombre de bâtiments assurés	Capital assuré
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	1'022	2'415'004'500.00
2. Maisons d'habitation	19'401	13'472'911'900.00
3. Bâtiments agricoles	5'304	2'516'907'900.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'222	3'011'374'200.00
5. Industrie hôtelière	113	171'745'600.00
TOTAL	36'062	21'587'944'100.00



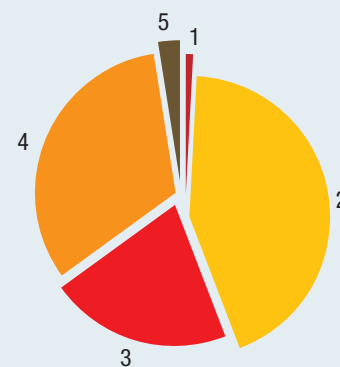
	Nombre de bâtiments assurés	Primes perçues
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	1'022	1'274'070.11
2. Maisons d'habitation	19'401	6'236'770.28
3. Bâtiments agricoles	5'304	2'308'673.86
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'222	2'368'146.60
5. Industrie hôtelière	113	169'599.73
TOTAL	36'062	12'357'260.58



	Nombre de bâtiments sinistrés	Dommages dus au feu et aux éléments
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	10	21'880.00
2. Maisons d'habitation	230	673'500.00
3. Bâtiments agricoles	46	323'270.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	19	355'850.00
5. Industrie hôtelière	1	25'500.00
TOTAL	306	1'400'000.00



	Nombre de sinistres	Montant des dommages
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	5	9'800
2. Maisons d'habitation	132	455'700
3. Bâtiments agricoles	27	218'600
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	13	340'400
5. Industrie hôtelière	1	25'500
TOTAL	178	1'050'000



Grands dommages causés par le feu

(sinistres de 20'000 francs et plus)

Date	Commune	Destination	Cause	Montant
01.01.13	Undervelier	Entrepôt	Certainement auto-inflammation d'huile de lin	150'000.--
29.01.13	Saignelégier	Atelier de mécanique	Meulage de pièces métalliques à proximité de titane	25'000.--
12.04.13	Dampfreux	Atelier de mécanique	Dysfonctionnement d'origine électrique	45'000.--
10.06.13	Courroux	Maison d'habitation	Incendie des corps de chauffe du chauffage	32'000.--
14.08.13	Courfaivre	Remise-carnotzet	Incendie dans la cheminée de salon	35'000.--
26.08.13	Le Noirmont	Rucher	Combustion lente de cadres de ruches	29'000.--
01.09.13	Fahy	Maison d'habitation, presbytère	Dysfonctionnement d'origine électrique dans une hotte	35'000.--
11.11.13	Courfaivre	Maison d'habitation	Transfert de chaleur entre le canal cheminée et chevron	50'000.--
13.12.13	Vermes	Maison d'habitation et atelier	Combustion lente de cendres chaudes	50'000.--
22.12.13	Rossemaison	Habitation-rural	Chauffage central	25'000.--
31.12.13	Montignez	Hangar agricole	Mégot de cigarette	130'000.--
TOTAL DE CES 11 SINISTRES				606'000.--



Année	Feu		Foudre		Total	
	Nombre	CHF	Nombre	CHF	Nombre	CHF
1979	184	2'270'596	233	355'004	417	2'625'600
1980	191	2'829'988	137	517'045	328	3'347'033
1981	195	2'861'727	297	236'876	492	3'098'603
1982	229	3'238'083	329	442'747	558	3'680'830
1983	204	4'258'418	348	934'402	552	5'192'820
1984	253	4'827'142	133	673'779	386	5'500'921
1985	259	3'871'693	208	137'555	467	4'009'248
1986	216	9'550'938	290	240'207	506	9'791'145
1987	185	8'339'555	195	198'837	380	8'538'392
1988	198	2'359'658	211	302'368	409	2'662'026
1989	230	2'671'549	301	1'002'726	531	3'674'275
1990	214	5'817'639	272	281'729	486	6'099'368
1991	215	4'276'393	161	281'407	376	4'557'800
1992	247	6'360'205	274	596'575	521	6'956'780
1993	212	3'622'239	360	361'859	572	3'984'098
1994	206	3'455'697	325	354'402	531	3'810'099
1995	271	4'970'758	306	329'274	577	5'300'032
1996	265	3'771'409	196	228'591	461	4'000'000
1997	234	4'189'529	278	510'461	512	4'699'990
1998	228	3'420'879	221	279'121	449	3'700'000
1999	256	1'553'813	437	2'747'768	693	4'301'581
2000	185	2'166'205	220	284'769	405	2'450'974
2001	163	3'537'436	171	306'688	334	3'844'124
2002	159	3'114'544	203	235'596	362	3'350'140
2003	157	1'300'546	156	226'777	313	1'527'323
2004	181	3'305'180	212	264'970	393	3'570'150
2005	144	3'997'490	175	245'940	319	4'243'430
2006	148	6'449'900	158	570'900	306	7'020'800
2007	134	3'742'040	170	323'510	304	4'065'550
2008	158	3'976'870	109	164'616	267	4'141'486
2009	127	2'289'850	110	171'600	237	2'461'450
2010	121	2'137'700	53	94'420	174	2'232'120
2011	147	2'214'790	139	465'210	286	2'680'000
2012	147	5'112'500	120	137'500	267	5'250'000
2013	114	944'070	64	105'930	178	1'050'000
Moyenne 1979-2013	194	3'794'487	216	417'462	410	4'211'948

Destination	Tempête		Grêle		Hautes eaux		Neige		Mouv. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
Bâtiment administratifs et à caractère public	1	1'200	1	5'000	2	5'370	1	510	0	0	5	12'080
Maisons d'habitation	16	14'600	55	123'400	7	22'800	20	57'000	0	0	98	217'800
Bâtiments agricoles	7	61'830	3	11'500	2	11'940	7	19'400	0	0	19	104'670
Circulation & transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commerces	1	2'050	1	4'000	0	0	0	0	0	0	2	6'050
Industrie & artisanat	2	6'200	1	1'800	0	0	0	0	0	0	3	8'000
Industrie hôtelière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bâtiments annexes	0	0	1	1'400	0	0	0	0	0	0	1	1'400
TOTAL	27	85'880	62	147'100	11	40'110	28	76'910	0	0	128	350'000



Année	Tempête		Grêle		Neige		Hautes eaux		Mouv. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
1979	237	427'974	31	42'196	12	23'300	48	104'175	0	0	328	597'645
1980	135	174'506	687	865'879	76	96'444	18	32'061	0	0	916	1'168'890
1981	402	493'663	511	1'015'349	295	491'548	66	93'508	2	10'080	1276	2'104'148
1982	332	324'585	441	509'996	98	100'968	115	381'341	0	0	986	1'316'890
1983	937	1'145'023	224	217'591	21	27'982	144	419'288	1	900	1327	1'810'784
1984	515	587'115	1	800	24	26'554	2	2'486	1	7'200	543	624'155
1985	90	88'854	287	290'349	11	10'018	24	42'627	1	300	413	432'148
1986	826	1'136'511	64	57'978	276	374'775	35	66'538	5	109'369	1206	1'745'171
1987	254	294'457	36	29'452	25	33'864	13	21'607	1	330	329	379'710
1988	246	207'549	51	53'667	206	372'066	174	846'410	1	6'500	678	1'486'192
1989	185	281'625	47	124'613	8	9'847	7	11'853	1	2'200	248	430'138
1990	1864	2'478'572	55	67'433	17	20'966	116	698'341	0	0	2052	3'265'312
1991	144	254'435	3	2'180	28	32'839	24	53'380	1	731	200	343'565
1992	723	1'082'859	112	214'304	4	3'715	79	294'116	2	5'800	920	1'600'794
1993	217	309'716	64	105'362	7	13'220	14	25'896	3	12'865	305	467'059
1994	217	266'511	508	1'413'655	11	13'066	59	297'634	2	5'160	797	1'996'026
1995	1511	2'568'265	43	78'094	120	355'224	52	93'117	2	5'300	1728	3'100'000
1996	152	251'461	85	113'644	67	151'846	29	63'049	0	0	333	580'000
1997	208	300'180	13	35'218	24	23'702	155	639'800	1	5'000	401	1'003'900
1998	857	1'464'933	74	249'961	22	36'262	24	47'152	1	1'692	978	1'800'000
1999	5292	17'801'235	221	425'896	103	226'514	148	577'879	3	3'490	5767	19'035'014
2000	116	200'453	1066	3'768'994	2	6'426	11	19'281	0	0	1195	3'995'154
2001	211	321'157	8	14'499	6	10'270	24	52'728	0	0	249	398'654
2002	226	330'754	14	26'114	1	896	38	98'342	1	3'894	280	460'000
2003	433	540'540	245	427'400	23	32'281	33	101'840	0	0	734	1'102'061
2004	237	346'520	75	145'070	24	43'350	7	11'960	1	35'000	344	581'900
2005	68	107'320	2547	7'272'631	86	179'820	36	139'990	0	0	2737	7'699'761
2006	146	214'395	204	577'880	264	863'730	38	203'350	0	0	652	1'859'355
2007	464	640'680	98	201'800	40	69'240	558	10'813'280	0	0	1160	11'725'000
2008	172	333'900	9	11'100	31	64'260	7	13'970	3	11'000	222	434'230
2009	547	882'990	33	43'849	389	1'027'147	10	11'844	0	0	979	1'965'830
2010	59	69'336	4	4'476	18	30'583	37	184'361	3	4'074	121	292'830
2011	1'406	2'385'623	109	280'015	0	0	39	84'362	0	0	1'554	2'750'000
2012	222	242'430	777	1'871'900	22	43'290	28	42'380	0	0	1'049	2'200'000
2013	27	85'750	62	147'140	28	76'960	11	40'150	0	0	128	350'000
Moyenne 1979-2013	562	1'104'054	252	591'614	68	139'799	64	475'146	1	6'597	947	2'317'209

PRÉVENTION DES INCENDIES

Au cours de l'année 2013, la division de prévention et de lutte contre les dommages a procédé à l'examen de 813 dossiers de demande de permis de construire et a établi les conditions à remplir pour la protection contre l'incendie et les dangers naturels. Le nombre de dossiers examinés est moins élevé de 14 unités par rapport à 2012.

En dehors des procédures d'octroi de permis de construire, 381 dossiers ont été traités (66 contrôles de prévention pour l'obtention de patentes de restaurants, 2 contrôles de conformité pour l'obtention de plaques minéralogiques professionnelles et 2 pour la reconnaissance d'exploitations agricoles, ainsi que 311 contrôles de conformité de bâtiments). Dans cette catégorie de dossiers, nous constatons une augmentation de 86 unités.

Les prescriptions établies ainsi que les incitations financières en matière de prévention incendie ont permis :

- d'assainir 17 cheminées défectueuses présentant un danger d'incendie ;
- de faire construire 3 murs et dalles coupe-feu entre des bâtiments d'ordre contigu ou entre la partie habitation et la partie rurale de bâtiments agricoles ;
- de faire aménager 5 installations de détections incendie ou d'extinctions automatiques (sprinklers) ;
- de réaliser 6 installations de paratonnerres ;
- de subventionner la recharge d'extincteurs portatifs ;
- d'installer 7 dispositifs de protection contre les surtensions ;
- d'allouer d'autres subsides (raccordements électriques souterrains, postes incendie, prévention des dangers naturels, etc.).

Les subventions accordées dans ces domaines se montent à Fr. 99'733.00.

Rappelons que depuis le 1^{er} janvier 2010, les murs coupe-feu, les installations de détections incendie et d'extinctions automatiques ainsi que les paratonnerres ne sont subventionnés que lorsqu'il s'agit d'installations volontaires non prescrites par l'ECA Jura.

RÉSEAUX D'EAU

38 projets d'extensions ou d'assainissement de réseaux d'eau et d'hydrants ont été déposés et ont reçu une promesse de subside conformément aux directives en vigueur, répartis comme suit :

- 14 projets d'extension de réseaux d'eau et d'hydrants ;
- 20 projets de remplacement d'anciennes conduites et d'hydrants ;
- 1 assainissement de réseau d'eau sur l'ensemble de la localité ;
- 3 réserves d'incendie privées.

Des promesses de subvention ont été établies pour un montant total de Fr. 624'064.00.

Durant l'année 2013, l'ECA Jura a payé des subventions pour un montant total de Fr. 638'071.00.

MESURES DE DÉBITS/PRESSIONS ET INSPECTIONS D'HYDRANTS

La campagne initiée en 2009 a été poursuivie. En 2013, trois communes ont procédé à ces mesures et ont obtenu des subventions de l'ECA Jura pour un montant total de Fr. 27'243.00.

PRÉVENTION DES DANGERS NATURELS ET SÉISMES

Dans le cadre des procédures de demande de permis de construire concernant des bâtiments existants ou projetés dans des zones de danger identifiées, la division de prévention et lutte contre les dommages a examiné et fixé les conditions à respecter en matière de protection des bâtiments contre les éléments de la nature.

La coordination avec les instances cantonales sur la problématique des dangers naturels peut être qualifiée de fructueuse, en particulier pour ce qui concerne l'information et la communication avec les propriétaires de bâtiments concernés.

FORMATION

Une journée de formation a été organisée par l'ECA Jura pour les inspecteurs communaux du feu de Delémont et Porrentruy.

Un cours sur la signalisation des voies d'évacuation, l'éclairage de sécurité et l'alimentation de sécurité a été proposé aux installateurs électriciens jurassiens.

24 personnes ont assisté à cette formation mise sur pied en septembre 2013 à Delémont.

M. Eric Schaller, déjà titulaire d'un brevet fédéral de spécialiste en protection incendie, a suivi avec succès en 2013 la formation et les examens de certification d'expert cantonal en protection incendie dispensés par l'association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI).

M^{me} Monique Paupe, également détentrice de la certification d'experte cantonale en protection incendie AEAJ, a fonctionné durant 3 journées comme experte francophone aux examens oraux et écrits pour l'obtention du brevet fédéral de spécialiste en protection incendie, organisés par l'AEAI.

CONTRÔLES DE CONFORMITÉ

Plus de 1000 contrôles de construction ont été réalisés par les spécialistes et experts en protection incendie de l'ECA Jura. Les inspections effectuées et les mises en conformité exigées ont permis de clore administrativement 613 dossiers de construction.

Comme chaque année, nous tenons à relever le travail important réalisé par les mandataires et entreprises externes qui procèdent également à des contrôles de conformité pour le compte de l'ECA Jura.

CONTRÔLES PÉRIODIQUES

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels (RSJU 871.1), la division de prévention et lutte contre les dommages procède désormais au contrôle périodique des bâtiments existants.

Selon les dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage (RSJU 871.11), les éléments suivants sont notamment vérifiés dans le cadre de ces contrôles :

- conformité des locaux de chauffage ;
- entreposage de matières combustibles ;
- encombrement des couloirs et des cages d'escaliers ;
- présence d'équipements d'extinction.

Les contrôles périodiques systématiques ont débuté en 2013. Les experts ont procédé à la visite de 135 établissements scolaires et ont ordonné les mises en conformité jugées nécessaires.

CAMPAGNES D'INFORMATION

L'ECA Jura a poursuivi sa politique de prévention par le biais de campagnes de presse, notamment durant les périodes de l'année où certains risques d'incendie sont plus marqués, de même que lors de manifestations particulières. Les messages de prévention incendie ont été à nouveau diffusés sur Fréquence Jura.

En novembre et décembre 2013, un petit dépliant indiquant les principales précautions à prendre pour éviter un incendie a été distribué aux fleuristes afin qu'ils puissent le transmettre aux acquéreurs de couronnes de l'Avent et d'arrangements floraux contenant des bougies.

CONCLUSIONS

L'année 2013 a été comparable à celle de 2012 au niveau du nombre de projets de construction traités. En revanche, de par la mise en place des contrôles périodiques des bâtiments scolaires, la présence des collaborateurs a augmenté sur le terrain. Ces démarches renforcent les contacts et l'information auprès des propriétaires et utilisateurs de bâtiments en matière de prévention incendie.

La division de prévention et lutte contre les dommages accomplit désormais l'ensemble des tâches dévolues à l'ECA Jura dans la législation cantonale en matière de protection contre les incendies et les dangers naturels, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

L'année 2014 sera destinée à préparer l'entrée en vigueur en 2015 des nouvelles prescriptions incendie AEAJ. Il conviendra notamment d'acquiescer et de dispenser les formations nécessaires auprès des partenaires concernés pour appliquer ces nouvelles dispositions légales dès le 1^{er} janvier 2015.

INSPECTION DES SIS

Durant l'année 2013, les inspections des SIS ont porté sur l'instruction sous forme d'exercices de prises de décisions pour les commandants, vice-commandants et chefs d'intervention.

Les experts, quant à eux, ont effectué le contrôle intermédiaire des engins et appareils en hiver et dispensé des instructions dans différents domaines, notamment en ce qui concerne la protection respiratoire et la radiocommunication. Les experts des tonnes-pompes et motopompes ont aussi contrôlé le fonctionnement de nombreuses machines utilisées par les SIS, tandis que l'expert des échelles a contrôlé la résistance statique de plusieurs d'entre elles.

Ces inspections et contrôles se sont déroulés dans de bonnes conditions et les rapports établis ne mettent en évidence aucun problème majeur.

Nous relevons aussi que le nombre de sapeurs-pompiers dans le Jura a très peu diminué en 2013, pour s'établir à 1'558 personnes (1'438 hommes et 120 femmes). La réduction des effectifs est de l'ordre de 50% en 20 ans.

COURS DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

Type de formation	Nombre de participants par district			
	Delémont	Fr.-Montagnes	Porrentruy	Total
Chefs d'intervention 2	3	1	7	11
Chefs d'intervention 1	3	1	11	15
Chefs d'intervention défense hydrocarbure				
Chefs de groupe 2	4	2	11	17
Chefs de groupe échelle remorquable	2		6	8
Chefs de groupe 1	13	6	20	39
Machinistes	9		12	21
Porteurs d'appareils respiratoires	9	9	28	46
Préposé à l'entretien des appareils respiratoires				
Préposé à l'entretien des appareils respiratoires à circuit fermé	2		4	6
Électriciens				
Formation de base	54	8	56	118
Cours administratif (commandants et fourriers)				
Préposé au contrôle du matériel	4		1	5
TOTAL	103	27	156	286

Le nombre de sapeurs-pompiers, ayant suivi un cours en 2013, représente presque 19% de l'effectif global des SIS, soit une très légère progression par rapport à l'année précédente. Afin de garantir un renouvellement suffisant des cadres et spécialistes, et tenant compte de la diminution constante des effectifs, ce taux devrait, à l'avenir, s'élever au-dessus du seuil de 20%.

COURS DE PERFECTIONNEMENT DES INSTRUCTEURS DES SIS

Les journées cantonales consacrées au perfectionnement des instructeurs ont eu lieu les 8 et 9 mars 2013 à Delémont sous le commandement du Major Didier Gunzinger. Le programme proposé a permis d'initier les participants aux interventions dans les infrastructures souterraines telles que parkings, tunnels, etc. La partie pratique, en situation proche de la réalité avec fumée et chaleur, a été dispensée dans les installations de l'IFA à Balsthal sous la conduite d'instructeurs spécialisés.

FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

La mise en vigueur de nouveaux règlements élaborés par la Coordination Suisse des Sapeurs-Pompiers nécessitera de revoir fondamentalement les programmes de formation des sapeurs-pompiers à tous les niveaux. En effet, il est apparu que le contenu des anciens règlements n'était pas toujours parfaitement adapté selon le type d'intervention et qu'une refonte globale était nécessaire pour être en phase avec la réalité. Dans ce contexte, les sapeurs-pompiers disposeront, à court terme, d'un cursus de formation permettant d'avoir une approche plus pragmatique de situations pour lesquelles il était, jusqu'à présent, difficile de définir une stratégie adéquate. Sous l'impulsion de l'ECA Vaud et en collaboration avec les cantons latins, des développements sont également en cours

pour permettre la formation ouverte à distance (FOAD) par Internet. Avec cette méthode, les essais pilotes effectués dans le domaine de la protection respiratoire démontrent que les sapeurs-pompiers sont ouverts à la nouveauté et en tirent le meilleur profit, ce qui permet de réduire les parties théoriques au profit d'engagements pratiques.

COURS FÉDÉRAUX 2013

La phase de sélection III, permettant aux candidats de suivre le cours d'instructeur fédéral, a été réussie par Messieurs Aschwanden Yann, Barth Julien, Bessire Laurent, Frein Raphaël et Frésard Silver.

Le cours fédéral de formation de base permettant de devenir instructeur a été suivi par Messieurs Seuret Antoine, Voillat Anthony et Dobler Xavier.

Le cours fédéral de formation complémentaire, permettant de renouveler le CFC d'instructeur, a été suivi par Messieurs Brahier Jean-Marc, Gisiger Didier, Mathis Pierre, Monney Pascal et Rérat Jean-Luc.

Le cours d'introduction pour le nouveau règlement « Connaissances de base » a été suivi par Messieurs Gisiger Didier, La Manna Daniel, Brahier Bernard, Brunner Thierry et Ferrario Federico.

Le cours fédéral de formation à la conduite d'intervention a été suivi par Monsieur Flury Jérôme.

Messieurs Gisiger Didier et Monney Pascal ont fonctionné comme observateurs durant la phase III pour la sélection des candidats instructeurs.

INTERVENTIONS DES SIS

Selon les statistiques de la police cantonale qui gère le système de transmission des alarmes destinées aux sapeurs-pompiers, les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir à 277 reprises en 2013, dont 132 fois pour des alarmes intempestives provoquées par des installations automatiques d'avertisseurs d'incendie. Les départs réels de feux dans des bâtiments ont représenté environ 20% de l'ensemble des interventions. Ainsi, la majorité des demandes nécessitant l'engagement des sapeurs-pompiers concerne d'autres domaines tels que le sauvetage de personnes ou d'animaux, la pollution, la désincarcération, les inondations et bien d'autres encore.

DÉMISSION

Monsieur Rérat Jean-Luc a souhaité mettre fin à sa fonction d'instructeur après avoir œuvré depuis 1998 à la formation des sapeurs-pompiers, notamment dans le domaine de la protection respiratoire. Qu'il soit remercié pour son engagement au service des sapeurs-pompiers durant ces nombreuses années.

EXONÉRATION DE LA SOLDE POUR LES SAPEURS-POMPIERS

Le Conseil fédéral a décidé de mettre en vigueur au 1^{er} janvier 2013 la loi fédérale sur l'exonération de la solde pour les sapeurs-pompiers. Cette exonération est plafonnée à 5'000 francs en ce qui concerne l'impôt fédéral direct.

Le canton du Jura s'est, quant à lui, prononcé pour une exonération de la solde à hauteur de 8'000 francs pour l'impôt cantonal.



Année	Prévention contre l'incendie				Lutte contre l'incendie			Frais généraux Administration*	Totaux
	Police du feu	Adductions d'eau, Réservoirs, Hydrants	Subsides pour la prévention incendie	Contributions au CIPI I.S. et divers	Inspections services de défense contre le feu	Cours de sapeurs-pompiers	Subsides pour la lutte contre l'incendie		
1993	188'443.25	507'173.00	581'705.60	45'925.50	92'774.65	141'168.60	616'865.15		2'174'055.75
1994	357'293.60	359'132.00	535'539.30	26'454.50	98'668.70	145'662.00	626'610.20		2'149'360.30
1995	289'482.60	561'924.00	374'460.90	50'808.30	54'603.85	91'690.85	639'359.85		2'062'330.35
1996	218'381.15	540'267.00	433'859.10	75'291.90	64'407.55	166'585.95	570'669.70		2'069'462.35
1997	247'700.85	440'932.00	398'123.00	73'521.35	109'930.30	148'441.00	747'284.75		2'165'933.25
1998	132'367.50	816'459.00	445'866.10	57'690.70	42'893.10	140'819.85	713'267.45		2'349'363.70
1999	145'766.00	869'270.30	382'753.05	75'346.30	49'000.65	165'940.60	633'458.30		2'321'535.20
2000	120'611.55	950'940.00	447'758.30	71'732.00	82'514.55	143'347.25	501'882.15		2'318'785.80
2001	132'491.85	1'004'638.30	528'064.85	73'542.70	106'471.90	164'856.25	766'143.85		2'776'209.70
2002	124'348.15	1'314'241.50	739'098.85	82'836.00	150'089.00	190'791.85	628'446.55	798'103.55	4'027'955.45
2003	146'087.50	757'655.00	765'310.35	96'246.85	132'337.55	199'362.15	1'287'112.50	874'697.55	4'258'809.45
2004	170'878.65	667'964.00	772'948.30	103'742.15	85'683.80	187'919.60	1'434'169.15	876'238.20	4'299'543.85
2005	161'528.45	715'246.00	708'448.55	87'753.60	72'453.15	177'474.60	1'193'433.86	949'084.15	4'065'422.36
2006	152'047.00	579'366.00	510'011.75	82'427.30	69'357.45	175'887.40	1'470'621.34	1'002'769.90	4'042'488.14
2007	160'219.90	584'865.00	665'012.55	84'758.70	60'859.50	228'537.75	1'155'092.50	997'422.00	3'936'767.90
2008	116'759.15	536'372.60	903'514.85	91'225.85	59'380.65	212'333.20	1'105'811.15	1'007'880.95	4'033'278.40
2009	174'469.85	735'323.05	1'461'142.60	102'088.10	63'951.55	224'083.20	2'893'728.65	1'126'369.35	6'781'156.35
2010	163'547.15	2'100'202.35	990'644.80	107'272.80	65'922.55	216'594.40	1'684'223.10	1'244'344.75	6'572'751.90
2011	173'509.50	1'669'402.55	976'437.70	100'304.30	99'008.60	215'981.20	1'285'027.55	1'237'034.65	5'756'706.05
2012	319'803.70	1'624'855.05	583'357.10	109'284.25	96'908.45	240'946.50	1'308'290.35	1'239'689.00	5'523'134.40
2013	304'291.35	907'624.10	529'228.30	112'037.00	92'974.60	264'682.75	1'752'207.88	1'247'990.65	5'211'036.63

* dès 2002 : nouvelles directives ECA sur les subsides aux SIS et ventilation des frais d'administration

CIPI : Centre d'information pour la prévention des incendies I.S. : Institut de sécurité



VALEUR DU MOBILIER ASSURÉ ET CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION ET À LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La valeur du mobilier assuré dans le Jura au 31 décembre 2012 par des compagnies d'assurance privées et leurs contributions à l'ECA JURA pour la prévention et la lutte contre les dommages sont les suivantes :

Compagnie		Montant assuré	Contribution
Mobilière Suisse SA	Berne	3'019'618'000.00	150'980.90
Zurich Assurance	Zurich	1'056'825'908.00	52'841.30
Helvetia Assurances	St-Gall	925'924'000.00	46'296.20
AXA Winterthur	Winterthur	807'674'755.00	40'383.70
Allianz Suisse	Berne	622'212'000.00	31'110.00
Bâloise Assurance SA	Bâle	620'132'000.00	31'006.60
AIG Europe Limited London	Zurich	224'930'546.00	11'246.53
Nationale Suisse	Bâle	208'837'000.00	10'441.90
Vaudoise Assurances	Lausanne	162'614'000.00	8'130.70
Generali Assurances SA	Genève	144'204'000.00	7'210.20
AXA Corporate Solutions Assurance	Winterthur	91'908'600.00	4'595.45
XL Insurance SA	Zurich	68'506'301.00	3'425.30
HDI Gerling	Zurich	66'941'033.00	3'347.10
Emmental Assurances	Konolfingen	37'832'000.00	1'891.60
Aspen Insurance	Genève	17'664'500.00	883.23
CSS Assurance SA	Lucerne	17'087'550.00	854.40
SBB Insurance SA	Berne	12'393'545.00	619.70
Allianz Global Corporate & Speciality AG	Zurich	11'092'000.00	554.60
ACE Assurances SA	Zurich	8'189'181.26	409.45
Swiss Post Insurance AG	Berne	7'692'948.00	384.65
Smile direct	Wallisellen	4'572'600.00	228.60
Lloyd's	Zurich	4'554'000.00	227.70
FM Insurance Company Limited	Zurich	740'254.00	37.01
Gan Assurances	Pully	82'120.00	4.10
TOTAL		8'142'228'841.26	407'110.92



Année	Bâtiments	Capital* assuré en milliards de fr.	Primes** en millions de fr.	Indemnités Dommages causés par le feu		Indemnités Dommages dus aux éléments		Prévention et lutte incendie en millions de fr.	Résultat de l'exercice annuel fr.	État des réserves légalés au 31.12 en millions de fr.
				en millions de fr.	en % du capital assuré	en millions de fr.	en % du capital assuré			
1979	25'940	6,023	6,199	2,625	0,44	0,597	0,099	0,155	168'239	1,000
1999	32'134	16,331	12,390	4,301	0,26	21,332	1,306	2,321	198'735	49,724
2000	32'357	16,525	12,919	2,301	0,13	3,995	0,241	2,318	79'988	50,222
2001	32'719	16,691	13,109	3,844	0,23	0,398	0,023	2,776	68'911	43,608
2002	33'044	16,899	9,372	3,350	0,19	0,460	0,027	3,769	- 1'754'635	43,628
2003	33'273	17,096	9,493	1,527	0,09	1,102	0,064	4,258	61'353	43,901
2004	33'524	17,324	8,517	3,570	0,20	0,582	0,033	4,299	78'593	44,723
2005	33'770	17,532	8,916	4,243	0,24	7,700	0,443	4,065	57'400	46,302
2006	34'100	17,814	9,759	7,020	0,39	1,859	0,008	4,042	83'357	46,859
2007	34'371	18,109	9,840	4,065	0,22	11,725	0,647	3,937	51'336	46,943
2008	34'631	19,165	10,742	4,141	0,21	0,434	0,022	4,033	61'711	46,994
2009	34'874	20,086	11,296	2,461	0,12	1,965	0,098	6,781	62'995	47,056
2010	35'440	20,435	9,826	2,232	0,11	0,292	0,014	6,572	70'787	47,119
2011	35'724	20,792	10,712	2,680	0,13	2,750	0,132	5,756	45'454	47,189
2012	36'073	21,970	11,231	5,250	0,24	2,200	0,100	5,523	63'181	45,612
2013	36'391	22,377	12,357	1,050	0,05	0,350	0,016	5,211	143'469	46,925

* y compris les assurances provisoires pour travaux en cours.

** y compris les acomptes de primes pour assurances de travaux en cours et le droit de timbre fédéral (5%) ;
dès 2002, sans la prévention de 0,19 ‰ et sans droit de timbre fédéral.



BILAN AU 31 DÉCEMBRE	2013	2012
	CHF	CHF
ACTIF		
ACTIF CIRCULANT		
Banque	248'693.04	71'089.28
Débiteurs divers	8'819.25	783.90
TOTAL ACTIF CIRCULANT	257'512.29	71'873.18
ACTIF IMMOBILISÉ		
Ventilateurs	157'800.00	157'800.00
- Fonds d'amortissement	-91'920.00	-84'600.00
Véhicules pionniers	1'995'613.00	1'995'613.00
- Fonds d'amortissement	-1'995'612.00	-1'995'612.00
Véhicules de transport	214'506.85	214'506.85
- Fonds d'amortissement	-100'020.00	-83'350.00
Matériel de désincarcération	156'867.10	156'867.10
- Fonds d'amortissement	-156'866.10	-135'160.82
Tenues lourdes	39'395.70	39'395.70
- Fonds d'amortissement	-39'395.70	-26'263.80
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	180'368.85	239'196.03
TOTAL DE L'ACTIF	437'881.14	311'069.21
PASSIF		
FONDS ÉTRANGERS		
Avance de l'ECA JURA	80'000.00	160'000.00
Passifs transitoires	160'950.60	8'221.30
TOTAL FONDS ÉTRANGERS	240'950.60	168'221.30
FONDS PROPRES		
Fonds de contribution RCJU	23'750.00	0.00
Fonds de réserve ordinaire	173'180.54	142'847.91
TOTAL FONDS PROPRES	196'930.54	142'847.91
TOTAL DU PASSIF	437'881.14	311'069.21



COMPTE D'EXPLOITATION	2013	2012
	CHF	CHF
PRODUITS		
Contributions fédérales	405'511.00	405'582.00
Contributions cantonales pour la formation et le fonctionnement	50'000.00	14'000.00
Intérêts	149.30	239.60
TOTAL DES PRODUITS	455'660.30	419'821.60
CHARGES D'INVESTISSEMENT		
Frais d'investissement	-74'027.20	0.00
Amortissement des véhicules de transport	-16'670.00	-16'670.00
Amortissement des ventilateurs	-7'320.00	-7'320.00
Amortissement du matériel de désincarcération	-21'705.28	-31'373.40
Amortissement des tenues lourdes	-13'131.90	-13'131.90
TOTAL DES CHARGES D'INVESTISSEMENT	-132'854.38	-68'495.30
CHARGES DE FORMATION		
Frais de formation	-115'007.90	-146'528.50
TOTAL DES CHARGES DE FORMATION	-115'007.90	-146'528.50
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Frais de fonctionnement	-148'677.75	-146'034.10
Frais d'administration	-5'037.64	-1'668.95
Attribution au Fonds de contribution RCJU	-23'750.00	0.00
Attribution au Fonds de réserve ordinaire	-30'332.63	-57'094.75
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	-207'798.02	-204'797.80
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	0.00	0.00





